PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

XRT

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 13 379 440 €.

Siège social : Tour Eve, Place Sud, La Défense 9, 92806 Puteaux.

325 464 741 R.C.S. Nanterre.

I. — Comptes consolidés.

1. — Bilan consolidé au 31 décembre 2005.

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	31/12/2005	31/12/2004
Ecarts d'acquisition	5	6 395	5 972
Frais de développement	6	2 810	2 926
Immobilisations corporelles	7	888	1 212
Actifs d'impôts différés	8	426	1 148
Créance de carry-back	8	1 442	1 393
Autres actifs non-courants	9	551	482
Total actifs non courants		12 512	13 133
Stocks		14	23
Clients	10	19 300	9 610
Autres actifs courants	11	1 409	1 542
Actifs financiers courants		67	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	15 102	9 254
Total actifs courants		35 892	20 429
Total actif		48 404	33 562

Passif	Notes	31/12/2005	31/12/2004
Capital émis		13 379	13 379
Primes		6 448	16 701
Réserves consolidées		-524	-11 785
Actions propres		-669	-20
Autres composantes des capitaux propres		38	-133
Résultat part du groupe		5 376	1 053
Total capitaux propres	24	24 048	19 195
Dettes financières à plus d'un an	14	17	137
Passifs d'impôts différés		287	202
Provisions et autres passifs non courants	13	1 520	2 006
Total passifs non courants		1 824	2 345

Dettes financières à moins d'un an	14	124	230
Fournisseurs		2 700	3 020
Impôts courants		464	164
Passifs financiers courants		0	142
Maintenance facturée d'avance	16	10 850	2 291
Autres passifs courants	15	8 394	6 175
Total passifs courants		22 532	12 022
Total passif		48 404	33 562

2. — Compte de résultat consolidé.

(En milliers d'euros.)

	Notes	**31/12/2005 (12 mois)**	**31/12/2004 (12 mois)**
Chiffre d'affaires	17	43 708	40 200
Coût des ventes		13 075	11 134
Marge brute		30 633	29 066
Frais de recherche et développement	6	9 500	9 554
Frais commerciaux et marketing		8 889	8 918
Frais généraux et administratifs		6 436	6 531
Reprise de provision pour risques spécifiques		-947	
Charge liée aux tests de dépréciation sur écarts d'acquisition	5	140	2 130
Charges opérationnelles		24 018	27 133
Résultat opérationnel des activités ordinaires		6 615	1 933
Charges financières		-20	-70
Produits financiers	19	291	223
Autres produits et charges nets	20	105	-29
Résultat net avant impôt		6 991	2 056
Charge d'impôts sur les résultats	21	-1 615	-1 003
Résultat net		5 376	1 053
Nombre moyen d'actions utilisé pour le calcul du résultat net			
De base		33 448 600	33 448 600
Dilué		36 683 600	34 468 765
Résultat net par action (en euros)			
De base		0,16	0,03
Dilué		0,15	0,03

3. — Tableau des flux de trésorerie consolidés.

(En milliers d'euros.)

	31/12/2005 (12 mois)	**31/12/2004 (12 mois)**
Trésorerie à l'ouverture	9 254	5 139
Résultat net	5 376	1 053
Dotations aux amortissements et provisions	1 514	3 599
Variation des impôts différés	758	483

Pertes (profits) sur cessions d'actifs	4	-9
Pertes et gains de change latents sur instruments financiers	-7	8
Charge liée au paiement en actions	80	34
Charge liée à la dépréciation des écarts d'acquisition	140	2 130
Charges (produits) sans effet sur la trésorerie	2 489	6 245
Capacité d'autofinancement	7 865	7 298
Stocks	9	47
Clients, nets des provisions et passifs liés	487	461
Fournisseurs, nets des actifs liés	-512	-368
Maintenance facturée d'avance	-121	-146
Autres créances et dettes d'exploitation	942	139
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	805	133
Total flux d'exploitation	8 670	7 431
Frais de développement immobilisés	-1 225	-2 214
Produit des cessions d'actifs ou d'activités, net de la trésorerie cédée	36	71
Dépenses d'investissement	-489	-64
Acquisition de sociétés nette de la trésorerie acquise	-337	-686
Total flux d'investissement	-2 015	-2 893
Part en capital des redevances de crédit-bail	-213	-294
Nouveaux emprunts et variation des découverts bancaires	-24	-87
Rachat d'actions propres	-649	
Total flux de financement	-886	-381
Effet des variations de taux de change	79	-42
Variation de la trésorerie	5 848	4 115
Trésorerie à la clôture	15 102	9 254
Eléments sans incidence sur la trésorerie :		
Acquisition d'immobilisations financées en crédit-bail		-154
Financement en crédit-bail correspondant		154

4. — Tableau de variation des capitaux propres consolidés.

(En milliers d'euros à l'exception du nombre d'actions)	Nombre d'actions	Capital social	primes	Réserves consolidées	Actions propres	Autres composantes des capitaux propres (*)	Résultat	Total
Au 31 décembre 2003	33 448 600	13 379	16 701	-11 241	-20	-25	-577	18 217
Affectation du résultat 2003				-577			577	0
Résultat 2004 IFRS						-108	1053	945
Variation des autres composantes des capitaux propres								0
Variation des écarts de conversion				33				33
Au 31 décembre 2004	33 448 600	13 379	16 701	-11 785	-20	-133	1 053	19 195
Affectation du résultat 2004 IFRS				1 053			-1 053	0
Résultat 2005 IFRS							5 376	5 376
Variation des autres composantes des capitaux propres						171		171
Variation des actions détenues en propre					-649			-649
Variation des écarts de conversion				-45				-45

Imputation de la prime d'émission sur les réserves			-10 253	10 253				0
Au 31 décembre 2005	33 448 600	13 379	6 448	-524	-669	38	5 376	24 048

(*) Les autres composantes des capitaux propres correspondent à la comptabilisation des instruments financiers de couverture de change en application de la norme IAS 39.

5. — Annexes aux comptes consolidés.

Note 1. – Le Groupe.

XRT S.A. et ses filiales (« la Société » ou « le Groupe ») développent et assurent la maintenance et l'évolution de logiciels de gestion de la chaîne de valeur financière comprenant à ce jour principalement des logiciels de gestion de trésorerie et de gestion des risques financiers ainsi que des systèmes de communication électronique avec les banques, de paiements et de gestion du risque clients. Le groupe commercialise, installe et assure la formation des utilisateurs de ses logiciels, soit directement auprès des grandes entreprises, soit à travers un réseau de partenaires (revendeurs et agents) pour les entreprises moyennes.

Note 2. – Base de préparation des états financiers - Principes et méthodes comptables.

2.1. Référentiel comptable appliqué. — Les états financiers consolidés du groupe ont été préparés suivant les normes comptables IFRS (International Financial Reporting Standards) édictées par l'IASB (International Accounting Standard Boards) et telles qu'adoptées par l'Union européenne selon les options retenues pour IFRS 1.
Les états financiers présentent en milliers d'euros :
— Le bilan d'ouverture IFRS (au 1er janvier 2004) ;
— Le bilan au 31 décembre 2005 (y compris les montants comparatifs) ;
— Le compte de résultat (y compris les montants comparatifs) ;
— Le tableau de variation des capitaux propres (y compris les montants comparatifs) ;
— Le tableau des flux de trésorerie (y compris les montants comparatifs) ;
— L'annexe (y compris l'information comparative).
Les comptes consolidés de l'exercice 2005 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Directoire de XRT SA le 16 mars 2006.

2.2. Options retenues selon IFRS 1. — Comme autorisé par IFRS 1 dans le cadre de la première adoption des normes IFRS, le groupe a opté pour les traitements suivants :
— Regroupement d'entreprises : le groupe n'a procédé à aucun retraitement rétroactif des regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2004 ;
— Evaluation de la valeur d'entrée des immobilisations : le groupe a décidé de maintenir la valeur historique comme base de valorisation des immobilisations corporelles et incorporelles ;
— Paiement en actions : la norme IFRS 2 n'a pas été appliquée pour les plans d'attribution de stock options antérieurs au 7 novembre 2002 ;
— Instruments financiers : les normes IAS 32/39 ont été appliquées à compter du 1er janvier 2004 sur les contrats d'achat à terme.

2.3. Principes et méthodes comptables :
Méthodes de consolidation. — Les états financiers consolidés regroupent, par intégration globale, les comptes de toutes les filiales dont le groupe détient directement ou indirectement le contrôle exclusif. Les sociétés associées dans lesquelles le groupe exerce directement ou indirectement une influence notable sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence.
Les produits et charges de filiales acquises ou cédées en cours d'exercice sont enregistrés dans le compte de résultat consolidé à compter de la date d'acquisition ou jusqu'à la date de cession.
Toutes les transactions significatives entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes à l'ensemble consolidé (y compris les dividendes) sont éliminés.
Les comptes des sociétés consolidées sont le cas échéant retraités afin d'assurer l'homogénéité des règles de comptabilisation et d'évaluation.

Périmètre de consolidation :

Perim	Pays	% de contrôle 31/12/2005	% de contrôle 31/12/2004	Méthode de Consolidation
XRT S.A.	France	Société Mère	Société Mère	
XRT Espagne S.A.	Espagne	99,99%	99,99%	Intégration Globale
XRT Deutschland GmbH	Allemagne	100%	100%	Intégration Globale
XRT Italia SRL	Italie	100%	100%	Intégration Globale
Cerg finance Portugal SA	Portugal	99,17%	99,17%	Intégration Globale
XRT Inc	U.S.A.	100%	100%	Intégration Globale
XRT N.V.	Belgique	99,98%	99,98%	Intégration Globale
XRT Brasil LTDA	Brésil	99,99%	99,99%	Intégration Globale
XRT-Cerg SA de CV	Mexique	99,99%	99,99%	Intégration Globale
Apsara SAS	France	100%	100%	Intégration Globale

Conversion des états financiers des filiales étrangères et opérations en devise. — Le groupe établit ses comptes en euro. Lorsque des filiales du groupe ont des monnaies de fonctionnement différentes de l'euro, leurs actifs et passifs sont convertis en euro au taux en vigueur à la date de clôture, et leurs produits et charges sont convertis mois par mois au taux moyen de chaque mois. Les écarts de conversion sont enregistrés dans un poste spécifique des capitaux propres.
Les transactions dans une devise différente de la monnaie fonctionnelle de la société concernée sont enregistrées au cours du jour de la transaction. Les créances et dettes libellées en devises qui en résultent sont converties au cours de clôture. Les pertes et gains de change latents ou réalisés sont constatés en résultat de la période.

Les différences de change relatives à des dettes ou créances entre sociétés du groupe dont le règlement n'est ni planifié, ni susceptible de survenir dans un avenir prévisible, sont inscrites dans les capitaux propres (poste «Ecarts de conversion»).

Détermination du chiffre d'affaires. — La norme applicable est IAS 18 : Produits des activités ordinaires.
Les revenus de licences sont enregistrés lorsqu'il existe un accord contractuel, que le logiciel a été expédié, que l'encaissement est probable et que toutes les obligations contractuelles relatives à la licence ont été satisfaites.
Les produits relatifs aux services de maintenance sont enregistrés sur la durée du contrat de maintenance (en général douze mois).
Les produits des services de conseil et de formation sont enregistrés dès lors que le service est rendu. Ces services concernent essentiellement l'installation des produits fournis par le groupe mais n'incluent généralement pas de modifications spécifiques du code des logiciels.
Le chiffre d'affaires consolidé est présenté net de provisions pour dépréciation des créances clients et des pertes sur créances irrécouvrables.

Coût des ventes. — Le coût des ventes de logiciels comprend les coûts de duplication, d'emballage et de documentation des logiciels ainsi que d'autres coûts variables comme les royalties payées à des tiers. Le coût du support et des services professionnels rendus est composé essentiellement des coûts de personnel complets et de sous-traitance.

Autres produits et charges nets.— Conformément aux recommandations de la doctrine comptable, le groupe a retenu une définition restrictive des éléments à inclure dans les autres produits et charges nets, ces derniers étant constitués des seuls résultats de change et plus ou moins values sur cession d'éléments d'actif.

Trésorerie et équivalents de trésorerie. — Les comptes de liquidités ayant une date de réalisation à l'origine inférieure à 90 jours sont considérés comme de la trésorerie disponible. Tous les composants de la trésorerie et des équivalents de trésorerie sont évalués à leur juste valeur.
Par ailleurs, en application de la norme IAS 39.55, les variations de valeur de marché à la clôture des valeurs mobilières de placement sont enregistrées en résultat.

Stocks. — Les stocks sont composés essentiellement de cartes de communication dont la valeur est déterminée au plus bas entre le coût d'acquisition et la valeur de marché.

Ecarts d'acquisition. — L'écart calculé entre le coût d'achat des participations acquises et la quote-part de capitaux propres correspondante est prioritairement affecté aux actifs et passifs identifiés de l'entreprise acquise, de telle sorte que leur contribution au bilan consolidé soit représentative de leur juste valeur. Leur juste valeur ne devient définitive qu'à l'issue du délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition.
L'écart résiduel est inscrit au poste "écarts d'acquisition" et affecté à chacune des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) susceptible de bénéficier du regroupement d'entreprises.
Ultérieurement, les écarts d'acquisition sont évalués à leur coût diminué des éventuelles dépréciations représentatives des pertes de valeur (cf. § Suivi de la valeur des actifs immobilisés). En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite sur une ligne distincte du compte de résultat et vient impacter le résultat d'exploitation.

Frais de développement. — Les frais de développement des logiciels sont généralement enregistrés dans les charges de l'exercice.
Selon la norme IAS 38, ils sont immobilisés s'ils sont relatifs à des projets individualisés et présentant de sérieuses chances de réussite technologique et de rentabilité commerciale. Ils sont alors amortis selon un mode linéaire sur leur durée prévisionnelle d'utilité, celle-ci ne dépassant pas généralement 3 ans. Les coûts de développement inscrits à l'actif font l'objet d'un amortissement exceptionnel, comptabilisé en charges de la période, lorsque les bénéfices futurs escomptés ne sont pas suffisants pour couvrir le solde non amorti ou lorsque les conditions d'inscription à l'actif ne sont plus réunies.

Immobilisations corporelles. — Le mobilier, les aménagements et le matériel d'équipement sont évalués à leur coût d'achat diminué des amortissements cumulés.
Les durées d'amortissement sont calculées en fonction de la durée de vie probable de chacune des immobilisations :

Aménagements et installations, linéaire, 5 à 10 ans ;
Equipements informatiques, dégressif, 3 ans ;
Mobilier de bureau, linéaire, 2 à 5 ans.

Lorsque les actifs sont financés dans le cadre d'un contrat de crédit-bail ou selon d'autres modalités contractuelles qui transfèrent substantiellement tous les bénéfices et les risques à la Société, la valeur de marché du bien loué est immobilisée et amortie selon les durées ci-dessus. L'engagement financier correspondant est inscrit en dettes.

Immobilisations incorporelles. — Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement est comptabilisé en charges sur une base linéaire en fonction de la durée d'utilité de l'actif incorporel.
Les valeurs comptables des actifs incorporels sont revues à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur de chacun des actifs considérés.

Suivi de la valeur des actifs immobilisés. — L'évaluation des actifs immobilisés est revue chaque année, ou plus fréquemment si des évènements ou circonstances, internes ou externes indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être intervenue.
En particulier, la valeur au bilan des écarts d'acquisition est comparée à la valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage. Afin de déterminer leur valeur d'usage, les actifs immobilisés auxquels il n'est pas possible de rattacher directement des flux de trésorerie indépendants sont regroupés au sein de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) à laquelle ils appartiennent.
Le groupe possède 4 UGT qui correspondent à un couple zone marché – produit. Ces UGT incluent des actifs corporels et incorporels (y compris les écarts d'acquisition).
La valeur d'usage de l'UGT est déterminée par la méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF) selon les principes suivants :
— Les flux de trésorerie issus des budgets d'exploitation arrêtés par la direction pour l'exercice à venir avec des prévisions de croissance pour les quatre années suivantes ;
— Le taux d'actualisation correspondant au coût moyen pondéré du capital du groupe ;
— La valeur terminale calculée par sommation à l'infini des flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance perpétuelle. Ce taux de croissance est en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lesquels opère l'entité concernée, ainsi qu'avec sa position concurrentielle.
La valeur recouvrable ainsi déterminée de l'UGT est ensuite comparée à la valeur contributive au bilan consolidé des actifs immobilisés (y compris l'écart d'acquisition), une provision pour dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, si cette valeur au bilan est supérieure à la valeur recouvrable de l'UGT et est imputée en priorité aux écarts d'acquisition.

Classification des actifs et passifs courants / non courants. — Les actifs liés au cycle d'exploitation normal du groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les 12 mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie disponible et les valeurs mobilières de placement constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les 12 mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes.

Impôts différés. — Les impôts différés résultent des différences entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Ils sont calculés selon la méthode du report variable, sur la base des taux d'imposition futurs connus en fin d'exercice qui s'appliqueront au moment où les différences temporaires seront effectivement taxées. En conformité avec la norme IAS 12, les actifs d'impôts différés sont enregistrés s'il existe une probabilité suffisante de bénéfices futurs.
Les actifs et passifs d'impôts différés sont présentés séparément au bilan en distinguant les actifs et passifs différés des actifs et passifs d'impôts exigibles.

Engagements de retraite. — La norme applicable est IAS 19.
Les engagements de retraite du groupe sont pris en compte sous forme de provision au titre des charges d'exploitation afin d'étaler ces coûts sur la durée de présence dans le groupe des employés concernés. Les employés du Groupe sont couverts par des plans de retraite respectant la réglementation en vigueur dans les pays où le groupe est présent.
En France, le groupe cotise au système national de retraite et sa seule obligation en matière de retraite est le paiement aux salariés d'une indemnité de départ à la retraite. Le montant de cette indemnité est fonction du salaire et de l'ancienneté de chaque personne. L'évaluation actuelle de cet engagement futur est enregistrée en dette dans les comptes sous la forme d'une provision pour charge d'indemnité de départ à la retraite.
Aux Etats-Unis, le groupe contribue à un fonds de pension « *Employee Investment Plan* » (EIP) pour tous les salariés au titre de la « Section 401(K) » de « *l'Internal Revenue Code* ». En Belgique, le Groupe cotise à un plan de pension similaire pour ses salariés. Ces deux plans de retraite sont des régimes à cotisations définies, le Groupe n'a donc aucun engagement au delà des montants versés.

Actifs / Passifs financiers courants. — Le groupe a choisi d'appliquer les normes IAS 32 et IAS 39 à partir du 1er janvier 2004 pour ses opérations de couverture du risque de change.
Le groupe a souscrit des contrats de couverture de change visant à couvrir des achats futurs de prestations. Il remplit les critères de corrélation requis par la norme IAS 39 pour l'application de la comptabilité de couverture. (« Cash flow Hedge »). Dans ce cadre, les pertes et gains de change latents liés à ces contrats sont comptabilisés en capitaux propres pour la partie efficace de la couverture et en compte de résultat pour la partie non efficace. Les contrats de couverture de change sont comptabilisés à la juste valeur.

Paiement en actions. — Les plans d'options de souscription d'actions mis en oeuvre avant le 7 novembre 2002 n'ont pas fait l'objet d'un retraitement en normes IFRS selon l'exception prévue par IFRS 1.
Selon IFRS 2, une charge de personnel correspondant au montant des services rendus par les bénéficiaires de stock options de l'attribution du 21 juillet 2004 et du 21 juillet 2005 est comptabilisée. Cette charge a été déterminée en appliquant le modèle de valorisation de Black & Scholes puis étalée sur la durée du plan.

Actions détenues en propre. — Les actions détenues en propre par la Société ont été reclassées en moins des capitaux propres.

Résultat par action. — Le résultat net par action avant dilution est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Le résultat net par action après dilution est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation, en tenant compte du nombre d'actions qui résulterait de la levée des options de souscription d'actions existantes et de l'exercice des bons de souscription d'actions émis selon la méthode du [U+x0093]rachat d'action[U+x0094]. Les effets des actions ordinaires potentielles anti-dilutives ne sont pas pris en considération dans le calcul du résultat dilué par action. Lorsque le groupe est en situation de perte nette, les actions ordinaires potentielles dilutives ne sont pas prises en compte dans le calcul du résultat par action.

Utilisation d'estimations. — La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour l'évaluation de certains actifs et passifs portés au bilan, de produits et de charges comptabilisés et d'engagements mentionnés en annexe. Les résultats définitifs peuvent diverger de ces estimations.

Note 3. – Information sectorielle.

3.1. Analyse par secteur géographique. — En application d'IAS 14 « Information sectorielle », le premier niveau d'information sectorielle est organisé par zone géographique. Cette distinction est fondée sur les systèmes internes d'organisation et la structure de gestion du groupe.
La zone France - Europe du Sud inclut la société XRT SA, société-mère du groupe et entité commerciale, la société de distribution française Apsara et la filiale italienne XRT Italia Srl.
La zone Europe du Nord comprend les filiales allemandes XRT Deutschland GmbH et belge XRT NV.
La zone Ibérique inclut les filiales espagnole XRT Espagne SA et portugaise XRT Portugal SA.
La zone Amérique comprend les filiales des Etats-Unis XRT Inc., du Brésil XRT Brazil Ltda et du Mexique XRT Mexico SA de CV.

Information au 31 décembre 2005 :

(En milliers d'euros)	France - Europe du Sud	Europe du Nord	Zone ibérique	Amérique	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires	23 939	8 942	6 903	5 782	-1 858	43 708
Coût des ventes	8 614	2 962	1 757	1 566	-1 825	13 075
Marge brute	15 325	5 980	5 146	4 216	-33	30 633
Résultat d'exploitation des activités ordinaires	3 531	1 347	1 117	664	-44	6 615
Charges financières						-20
Produits financiers						291
Autres produits et charges nets						105
Résultat net avant impôt						6 991
Charge d'impôts sur les résultats						-1 615

Résultat net						5 376
Ecarts d'acquisition	682	4 415	0	1 287	0	6 395
Immobilisations incorporelles	1 977	833	0	0	0	2 810
Immobilisations corporelles	411	144	82	251	0	888
Titres de participation	11 050	0	0	0	-11 050	0
Autres actifs non-courants	3 134	2 359	991	71	-4 134	2 419
Total actifs non courants	17 264	7 752	1 072	1 608	-15 184	12 512
Clients	15 417	1 779	1 502	1 953	-1 350	19 300
Autres actifs courants	1 103	174	135	120	-42	1 490
Disponibilités	13 508	659	419	516	0	15 102
Total actifs courants	30 028	2 612	2 055	2 589	-1 392	35 892
Total actif	47 292	10 364	3 128	4 197	-16 576	48 404
Capitaux propres	24 143	7 961	1 536	1 401	-10 994	24 048
Passifs non-courants	5 885	0	0	122	-4 183	1 824
Passifs courants	17 264	2 403	1 591	2 673	-1 399	22 532
Total passif	47 292	10 364	3 128	4 197	-16 576	48 404

Information au 31 décembre 2004 :

(En milliers d'euros)	France - Europe du Sud	Europe du Nord	Zone ibérique	Amérique	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires	20 544	8 598	6 313	5 987	-1 242	40 200
Coût des ventes	6 040	2 671	2 058	1 719	-1 353	11 135
Marge brute	14 504	5 927	4 255	4 268	111	29 066
Résultat d'exploitation des activités ordinaires	3 689	-80	-29	-1 646	-1	1 933
Résultat financier et autres						123
Charge d'impôts sur les résultats						-1 003
Résultat net						1 053

(En milliers d'euros)	France - Europe du Sud	Europe du Nord	Zone ibérique	Amérique	Eliminations	Total
Ecarts d'acquisition	270	4 415	0	1 287	0	5 972
Immobilisations incorporelles	2 346	580	0		0	2 926
Immobilisations corporelles	600	182	142	289	0	1 212
Titres de participation	12 089				-12 089	0
Autres actifs non-courants	4 429	1 315	70	12	-2 802	3 023
Total actifs non courants	19 733	6 492	212	1 589	-14 891	13 134
Clients	5 501	1 520	1 530	1 760	-701	9 610
Autres actifs courants	1 116	110	121	218	0	1 563
Disponibilités	6 944	1 323	408	579	0	9 254

Total actifs courants	13 561	2 952	2 058	2 557	-701	20 428
Total actif	33 294	9 444	2 270	4 146	-15 592	33 562
Capitaux propres	22 145	7 685	941	-331	-11 244	19 195
Passifs non-courants	3 715	221	23	1 405	-3 019	2 345
Passifs courants	7 434	1 538	1 307	3 072	-1 329	12 021
Total passif	33 294	9 444	2 270	4 146	-15 592	33 562

3.2. Analyse par activité :

Données au 31 décembre 2005 en milliers d'euros	**Licences**	**Maintenance**	**Services**	**Total**
Chiffre d'affaires	12 406	20 264	11 038	43 708
Coût des ventes	956	3 361	8 758	13 075
Marge brute	11 450	16 903	2 280	30 633
Charges d'exploitation				24 017
Résultat d'exploitation des activités ordinaires				6 616
Données au 31 décembre 2004 en milliers d'euros	**Licences**	**Maintenance**	**Services**	**Total**
Chiffre d'affaires	11 345	19 673	9 182	40 200
Coût des ventes	577	3 156	7 401	11 134
Marge brute	10 768	16 517	1 781	29 066
Charges d'exploitation				27 133
Résultat d'exploitation des activités ordinaires				1 933

Note 4. – Acquisition de la société Coveris.

En date du 1er août 2005, XRT SA a acquis 100% du capital de la société Coveris Sarl, société d'édition et de distribution d'un logiciel de recouvrement des créances clients. En date du 30 décembre 2005, la société Coveris a été absorbée par XRT SA lors d'une opération de transmission universelle de son patrimoine.
Cette acquisition a été financée en intégralité par la trésorerie de XRT SA.

(En milliers d'euros)	**Acquisition de Coveris**
Actifs à long terme	6
Actifs circulants	22
Trésorerie acquise	5
Dettes financières et d'exploitation	-254
Prix de l'acquisition	-342
Ecart d'acquisition	-563

La société Coveris a réalisé un résultat net à l'équilibre entre la date d'acquisition et le 31 décembre 2005.

Note 5. – Ecarts d'acquisition.

La variation des écarts d'acquisition se présente comme suit :

(En milliers d'euros)	**31/12/2005**	**31/12/2004**
Valeurs à l'ouverture	5 972	7 674
Augmentations de l'exercice	563	428

Dépréciations de l'exercice	-140	-2 130
Valeurs à la clôture	6 395	5 972

L'augmentation de 563 milliers d'euros est liée à l'acquisition de la société Coveris Sarl en date du 1er août 2005 (cf. note 4).
Conformément à la note sur le suivi de la valeur des actifs immobilisés présentée dans les règles et méthodes comptables, la Société a procédé au 31 décembre 2005 à une évaluation de la valeur de réalisation des écarts d'acquisition selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie attendus. Selon cette analyse, la Société a comptabilisé une dépréciation des écarts d'acquisition pour sa filiale Apsara pour un montant de 140 milliers d'euros au 31 décembre 2005.

Note 6. – Frais de développement.

Les frais de développement engagés au cours de l'exercice 2005 se décomposent comme suit :

(En milliers d'euros)	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette
Au 1er janvier 2005	9 273	-6 347	2 926
Frais de développement activés / dotations aux amortissements de la période	1 225	-1 341	-116
Cessions et mises au rebut	-5 016	5 016	0
Au 31 décembre 2005	5 482	-2 672	2 810

Les frais de recherche et développement comptabilisés en charges lors de l'exercice s'analysent comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2005 (12 mois)	31/12/2004 (12 mois)
Dépenses de recherche et développement	9 384	9 547
Frais de développement différés, nets	116	7
Total des frais de recherche et développement	9 500	9 554

Note 7. – Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles comprennent les éléments suivants :

(En milliers d'euros)	Equipement informatique	Mobilier de bureau	Aménagements, installations et autres	Total
Valeurs brutes :				
31 décembre 2004	3 503	1 123	1 390	6 016
Acquisitions	270	18	77	365
Cessions	-900	-365	-31	-1 296
Variation de change	69	36	52	157
31 décembre 2005	2 942	812	1 488	5 242
Amortissements :				
31 décembre 2004	2 996	866	942	4 804
Dotations	346	133	229	708
Cessions	-894	-332	-31	-1 257
Variation de change	53	21	25	99
31 décembre 2005	2 501	688	1 165	4 354
Valeurs nettes :				
31 décembre 2004	507	257	448	1 212
31 décembre 2005	441	124	323	888

Note 8. – Actifs d'impôts différés et créance de reports en arrière des pertes fiscales reportables.

La créance de report en arrière des pertes fiscales reportables de la société XRT SA s'élève à 1 442 milliers d'euros au 31 décembre 2005. Elle a été actualisée sur une période de 5 ans à compter du 31 décembre 2000 en appliquant un taux d'actualisation de 3,5%.
Les impôts différés actifs au 31 décembre 2005 sont constitués des pertes fiscales reportables du groupe fiscal constitué par les sociétés XRT SA et Apsara pour un montant de 402 milliers d'euros. Au 31 décembre 2005, le groupe a comptabilisé 35 milliers d'euros d'impôts différés antérieurement non reconnus concernant les société Apsara suite à l'intégration d'Apsara au sein du groupe fiscal constitué par XRT SA à compter du 1er janvier 2005 et 87 milliers d'euros d'impôts différés relatifs à la société Coveris acquise en août 2005 et absorbée par XRT SA en date du 30 décembre 2005 dans le cadre d'une opération de transmission universelle du patrimoine.
Le montant des impôts différés actifs non constatés au 31 décembre 2005 s'élève à 926 milliers d'euros. Il s'agit des reports déficitaires générés aux Etats-Unis.

Note 9. – Autres actifs non courants.

Les autres actifs non courants comprennent les éléments suivants :

(En milliers d'euros)	31/12/2005	31/12/2004
Logiciels à usage interne (*)	66	92
Dépôts de garantie	483	388
Autres	2	2
Total autres actifs non courants	551	482
(*) nets des amortissements cumulés de 2 601 milliers d'euros au 31 décembre 2005 et 2 454 milliers d'euros au 31 décembre 2004		

Note 10. – Clients et comptes rattachés.

Les créances clients s'analysent comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2005	31/12/2004
Produits à recevoir	435	346
Créances clients brutes	20 358	10 977
Provision pour créances douteuses	-1 493	-1 713
Clients nets	19 300	9 610

La hausse du poste clients au 31 décembre 2005 provient de la facturation en décembre 2005 de la maintenance récurrente 2006 aux clients de XRT SA pour un montant HT de 8 398 milliers d'euros.

Note 11 : Autres actifs courants.

Les autres actifs courants s'analysent comme suit :

En **milliers** d'euros	31/12/2005	31/12/2004
Charges constatées d'avance	476	540
Créances fiscales et sociales	656	561
Autres	277	441
Autres actifs courants	1 409	1 542

Note 12. – Disponibilités.

Les disponibilités s'analysent comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2005	31/12/2004
Valeurs mobilières de placement	12 723	6 406
Comptes de dépôts à terme	59	750
Comptes courants et caisse	2 320	2 098
Total disponibilités	15 102	9 254

Note 13. – Provisions et autres passifs non courants.

Les provisions et autres passifs non courants s'analysent de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	Provisions au 31/12/2004	Dotations 2005	Reprises de provisions utilisées	Reprises de provisions non utilisées	Variation de change	Provisions au 31/12/2005
Provisions pour risques fiscaux	14	-	-14			0
Provisions pour litiges sociaux	598	357	-83	-25	23	870
Provisions pour autres litiges	233					233
Provision pour restructuration	489	7	-116	-163	-	217
Provision pour litiges commerciaux	593	30	-259	-424	90	30
Provision pour indemnités de départ à la retraite	47	98				145
Autres provisions pour risques et charges	32	23	-30			25
Total provisions et autres passifs non courants	2 006	515	-502	-612	113	1 520

La Société et ses filiales sont engagées dans des contentieux ou des litiges avec d'anciens membres de leur personnel. La Société constitue une provision pour risques en fonction des demandes faites à son encontre, de son expérience passée et des faits et circonstances connus à la date d'arrêté des comptes. Les reprises de provisions non utilisées d'un montant de 612 milliers d'euros sur l'exercice 2005 incluent un montant de 424 milliers d'euros lié au dénouement d'un litige commercial de la filiale américaine.
La provision pour indemnité de départ à la retraite est calculée sur l'ensemble des salariés des sociétés XRT SA et Apsara SAS en appliquant un taux de revalorisation des salaires de 1,84% et un taux d'actualisation de 3,95%. La société comptabilise directement en compte de résultat les écarts liés au changement d'hypothèses actuarielles. L'évolution de la provision pour indemnités de départ à la retraite s'explique par le changement des hypothèses actuarielles prises entre les années 2004 et 2005 et la mise à jour des tables de mortalité et de turn-over du groupe.

Note 14 : Dettes financières.

Les dettes financières se présentent comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2005	31/12/2004
Dettes financières	10	34
Financement en crédit-bail et location financement	131	333
Total dettes financières	141	367
Part à moins d'un an	124	230
Part à plus d'un an	17	137

Les redevances futures relatives aux contrats de crédit-bail et de location-financement sont les suivantes :

(En milliers d'euros)	31/12/2005	31/12/2004
Moins d'un an	142	244
Entre un et deux ans	47	142
Entre deux et trois ans	0	47
Au delà	0	0
Total des redevances futures	189	433
Part représentative des intérêts	58	100
Total du financement en crédit-bail et contrat location financement	131	333

Note 15. – Autres passifs courants.

Les autres passifs courants s'analysent comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2005	31/12/2004
Dettes fiscales et sociales	7 620	5 247

Produits constatés d'avance	497	519
Avances et acomptes reçus	0	33
Autres passifs à court terme	277	376
Total autres passifs courants	8 394	6 175

Les dettes fiscales et sociales sont composées des éléments suivants :

(En milliers d'euros)	31/12/2005	31/12/2004
Dettes sociales	5 186	4 305
TVA à payer	2 313	597
Autres taxes à payer	121	345
Total dettes fiscales et sociales	7 620	5 247

La hausse de la TVA à payer au 31 décembre 2005 provient de la facturation en décembre 2005 de la maintenance récurrente 2006 aux clients de XRT SA.

Note 16. – Maintenance facturée d'avance.

La maintenance facturée d'avance se répartit comme suit par société facturant :

(En milliers d'euros)	31/12/2005	31/12/2004
France	8 398	0
Etats-Unis	1 635	1 457
Espagne	40	53
Belgique	551	574
Autres	226	207
Total maintenance facturée d'avance	10 850	2 291

En France, la maintenance récurrente 2006 a été facturée en décembre 2005 pour un montant HT de 8 398 milliers d'euros.

Note 17. – Détail du chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires s'analyse comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2005 (12 mois)	31/12/2004 (12 mois)
Chiffre d'affaires brut	44 069	40 690
Variation de la provision pour clients douteux et pertes sur créances irrécouvrables	-361	-490
Chiffre d'affaires	43 708	40 200

Note 18. – Détail sur la nature des charges.

Les charges de personnel se sont élevées à 23 489 milliers d'euros pour l'exercice 2005 (21 893 milliers d'euros en 2004).

Les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ont évolué comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2005 (12 mois)	31/12/2004 (12 mois)
Frais de développement	1 341	2 221
Autres immobilisations incorporelles	63	171
Immobilisations corporelles	708	757
Total des dotations aux amortissements	2 112	3 149

Note 19. – Produits financiers.

Les produits financiers sont constitués essentiellement de produits d'intérêts sur l'exercice 2005.

Note 20. – Autres produits et charges.

Les autres produits et charges se détaillent comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2005 (12 mois)	31/12/2004 (12 mois)
Plus (moins) value de cessions d'actifs	-4	9
Gains / (Pertes) de change	109	-38
Total des autres produits et charges	105	-29

Note 21. – Impôts sur les sociétés.

La charge d'impôt sur les sociétés s'analyse de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	31/12/2005 (12 mois)	31/12/2004 (12 mois)
Impôts courants	-825	-521
Effet de l'actualisation de la créance de carry-back	48	47
Retenues à la source et autres	-31	0
Charge (produit) d'impôts différés	-807	-529
Total impôts sur les sociétés	-1 615	-1 003

La créance de report en arrière des pertes fiscales reportables a été actualisée sur une période de 5 ans à compter du 31 décembre 2000 en appliquant un taux d'actualisation de 3,5%.
Au 31 décembre 2005, les actifs d'impôts différés non comptabilisés s'élèvent à 926 milliers d'euros et correspondent aux déficits fiscaux de la filiale XRT Inc.
La réconciliation entre le taux d'imposition réel et le taux d'imposition théorique se présente comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2005	31/12/2004
Résultat avant impôts	6 991	4 369
Taux de droit commun applicable en France	33,83%	34,33%
Effet des actifs d'impôts différés constatés	-1,10%	-17,65%
Effet des déficits fiscaux non constatés	-8,73%	8,25%
Effet des produits non imposables et charges fiscalement non déductibles	-0,50%	0,24%
Effet des différences de taux d'imposition à l'étranger	0,07%	0,50%
Effet des retenues à la source et autres différences	-0,47%	-1,11%
Taux d'impôt effectif	23,10%	24,56%

Note 22. – Effectifs.

	31/12/2005 (12 mois)	31/12/2004 (12 mois)
Effectif moyen	397	394
Effectif à la clôture	400	401

Médaille du travail. — D'après la convention collective Syntec, la société XRT SA n'est pas tenue de verser une gratification au titre de la médaille du travail.

Note 23. – Rémunération des mandataires sociaux.

Conformément aux informations requises par IAS 24, le montant des rémunérations brutes versées aux membres du Directoire au cours de l'exercice 2005 s'est élevé à 266 milliers d'euros. Le montant des jetons de présence versés aux membres du Conseil de Surveillance s'est élevé à 10 milliers d'euros pour l'exercice 2005.

Note 24. – Risques et engagements financiers.

Les différents engagements financiers et obligations du groupe peuvent être résumés ainsi :

En milliers d'euros	Total	Paiements dus par période		
		< 1 an	Entre 1 et 5 ans	> 5 ans
Dettes à long terme hors financement en crédit bail	10	10		
Obligations en matière de financement en crédit bail	131	112	19	
Contrats de location simple	4 007	2 099	1 488	420
Total au 31 décembre 2005	4 148	2 221	1 507	420
Dettes à long terme hors financement en crédit bail	34	34		
Obligations en matière de financement en crédit bail	333	201	132	
Contrats de location simple	4 780	2 165	2 279	336
Total au 31 décembre 2004	5 147	2 400	2 411	336

Litiges et actions en justice. — Le groupe est engagé dans un certain nombre d'actions en justice qui résultent de la conduite normale de ses affaires. Le groupe estime que sa défense est adéquate et que les conséquences de ces litiges n'auront pas d'effet significatif sur les comptes consolidés du groupe ni sur ses résultats, bien qu'il ne soit toutefois pas possible de donner une quelconque assurance sur le dénouement final de ces litiges.

Note 25.— Capitaux propres.

Capital social et réserves. — Le capital de la société est composé de 33 448 600 actions ordinaires de 0,40 euros de nominal.
Un droit de vote double est attribué à chaque action détenue de manière nominative depuis plus de deux ans par le même actionnaire.
XRT SA détient, au 31 décembre 2005, 488 780 actions propres achetées à un cours moyen de 1,37 euro.
Au cours du 2ème semestre 2005, la société XRT SA a mis en place le programme de rachat d'actions voté par l'Assemblée Générale du 14 juin 2005 qui a autorisé le directoire à acheter des actions de la société dans la limite de 10% du capital social à un prix d'achat maximum de 1,50 euro. Dans ce cadre, la société XRT SA a acheté au cours du 2ème semestre 457 493 actions à un prix moyen de 1,42 euro.

Plans d'options de souscription d'actions. — Le 26 décembre 2002, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires a autorisé le directoire, à compter du 1er juillet 2003 et jusqu'au 24 décembre 2005, à consentir en une ou plusieurs fois aux salariés du groupe ainsi qu'aux mandataires sociaux des options de souscription d'actions. Le nombre maximum d'options pouvant être attribuées est de 2 000 000, dont 1 200 000 ont été attribuées au cours de l'exercice 2004. Le prix d'exercice fixé par le directoire ne pourra être inférieur à 95% de la moyenne des cours cotés des vingt séances de bourse précédant le jour où l'option est consentie. Au cours de l'exercice 2005, 75 000 options de souscription d'actions ont été attribuées à des salariés du groupe.
Cette autorisation a annulé celle donnée par l'assemblée générale mixte du 26 juillet 2001 qui avait autorisé le directoire à octroyer un total de 1 200 000 options.
Les deux premiers plans, autorisés respectivement par l'assemblée générale du 31 juillet 1996 et celle du 29 juillet 1999, portaient sur un nombre total de 825 300 et 750 000 options. Les modalités et le détail des attributions de chacun de ces plans sont présentés dans le tableau de la page suivante.
Au 31 décembre 2005, le montant total des options pouvant être souscrites s'élève à 1 712 875, dont 1 065 000 ne sont pas encore exerçables. L'effet de dilution des options de souscription d'actions est de 790 380 actions au 31 décembre 2005.

	Plan voté par l'assemblée générale du 31/07/96 (1)									
	Première attribution	Deuxième attribution	Troisième attribution	Quatrième attribution	Cinquième attribution	Sixième attribution	septième attribution	Huitième attribution	Neuvième attribution	Dixième attribution
Date Directoire	02/01/97	01/04/97	04/08/97	01/09/97	03/11/97	02/01/98	02/05/98	04/09/98	30/11/98	01/03/99
Nombre d'options consenties à l'origine	189 810	35 590	30 000	15 000	82 500	50 900	85 000	40 000	112 000	165 000
Dont à d'actuels mandataires										
Nombre de bénéficiaires	1	1	1	1	1	2	2	1	10	198
Dont mandataires actuels										
Date de départ de l'exercice	02/01/98	01/04/98	04/08/98	01/09/98	03/11/98	02/01/99	02/05/99	04/09/99	30/11/99	01/03/00
Date d'expiration	02/01/03	01/04/03	04/08/03	01/09/03	03/11/03	02/01/04	02/05/04	04/09/04	30/11/04	01/03/05

Prix d'exercice (euros)	2,94	3,45	3,38	3,37	3,38	4,64	7,46	10,31	10,16	8,07
Options annulées	189 810		27 500	15 000	61 880	50 900	85 000	40 000	99 500	164 800
Options levées avant le 1er janvier 2005		35 590	2 500		20 620				12 500	200
Options levées en 2005										
Options exerçables au 31 décembre 2005										
dont options attribuées à d'actuels mandataires										
Options non encore exerçables au 31 décembre 2005										
Dont options attribuées à d'actuels mandataires										

(1) Exercice par tranche de 25% par année de présence

	Plan voté par l'AG du 29/07/99 (2)		**Plan voté par l'AG du 26/07/01 (2)**	**Plan voté par l'AG du 26/12/2002 (3)**	
	Première attribution	**Deuxième attribution**	**Première attribution**	**Première attribution**	**Deuxième attribution**
Date Directoire	**30/07/99**	**09/05/00**	**13/02/02**	**21/07/2004**	**21/07/2005**
Nombre d'options consenties à l'origine	47 500	414 000	562 300	1 200 000	75 000
Dont à d'actuels mandataires			250 000	1 000 000	
Nombre de bénéficiaires	28	165	13	7	3
Dont mandataires actuels			2	2	0
Date de départ de l'exercice	30/07/02	09/05/01	13/02/03	21/07/05	21/07/06
Date d'expiration	30/07/05	09/05/06	13/02/08	21/10/09	21/10/10
Prix d'exercice (euros)	9,43	11,15	1,12	0,657	1,428
Options annulées	47 500	301 125	187 300	50 000	
Options levées avant le 1er janvier 2005					
Options levées en 2005					
Options exerçables au 31 décembre 2005		112 875	305 000	230 000	
dont options attribuées à d'actuels mandataires			187 500	210 000	
Options non encore exerçables au 31 décembre 2005			70 000	920 000	75 000
dont options attribuées à d'actuels mandataires		-	62 500	840 000	

(2) Exercice par tranche de 25% par année de présence ; 75% au bout de 3 années de présence et 100% après 4 années de présence pour les résidents fiscaux Belges.
(3) Exercice par tranche de 20% par année de présence.

Conformément à IFRS 2, les plans d'options de souscription d'actions octroyées après novembre 2002 ont été évalués comme suit :

	Plan voté par l'AG du 26/12/2002	
	Attribution du 21 juillet 2005	**Attribution du 21 juillet 2004**
Valorisation initiale (en milliers d'euros)	58	419
Charge de l'exercice 2005 (en milliers d'euros)	5	75
Hypothèses utilisées		
Cours de l'action à la date d'attribution (en euros)	1,410	0,640
Taux de volatilité	60%	60%
Taux d'intérêt des OAT 5 ans	3,44%	3,44%

Prix d'exercice de l'option (en euros)	1,428	0,657
Durée de l'option (en jours)	1 915	1 915

Actions à bons de souscription d'actions (ABSA). — Lors de l'émission réservée à la société E-Capital en date du 27 décembre 2002, 3 125 000 actions à bons de souscription d'actions ont été émises. A chaque action nouvelle est attaché un bon, cinq bons conférant le droit de souscrire à 6 actions XRT de 0,40 euro de valeur nominale moyennant un prix de 0,55 euro. Les bons de souscription ne sont exerçables que pendant le délai de deux ans à compter de l'expiration de la troisième année suivant leur émission, soit du 26 décembre 2005 au 26 décembre 2007, ou, le cas échéant à compter de la survenance d'une offre publique ou d'une cession de bloc majoritaire. Les bons de souscription d'actions détenus par la société E-Capital ont fait l'objet en date du 22 décembre 2004 d'un contrat d'achat à terme par la Société Aldice SA avec effet au 26 décembre 2005 ou à toute autre date ultérieure décidée d'un commun accord entre les parties (sauf dans l'hypothèse d'une offre publique ou d'une cession de bloc majoritaire avant le 26 décembre 2005 auquel cas la cession pourra porter sur les actions XRT résultant de l'exercice des bons).

Les bons de souscription d'actions détenus par E-Capital ont été transférés à la société Aldice SA en date du 14 mars 2006.

L'effet de dilution des bons de souscription d'actions est de 2 444 620 actions au 31 décembre 2005.

Note 26. – Passifs éventuels.

Droit individuel à la formation. — Conformément aux dispositions de la loi n°2004-391 du 4 mai 2004, relative à la formation professionnelle, les sociétés françaises XRT SA et Apsara SAS accordent à leurs salariés un droit individuel à la formation d'une durée de vingt heures par année civile cumulable sur une durée maximale de six ans. Au terme de ce délai et à défaut de son utilisation, l'ensemble des droits restera plafonné à 120 heures. Au 31 décembre 2005, le montant des droits acquis par les salariés des sociétés XRT SA et Apsara SAS s'élève à 5 928 heures.

Note 27. – Transactions avec des parties liées au cours de l'année 2005.

Transactions avec la société E-Capital. — Pour ses locaux du 2ème étage du siège social à la Défense d'une surface de 994 m2, la Société est engagée jusqu'au 30 septembre 2006 dans un contrat de location avec la société « E-Capital » dont Alain Fraiberger, Président du Conseil d'Administration de « E-Capital » à la date de signature du bail, est membre du Conseil de Surveillance de XRT. Le montant des loyers, hors charges, a été de 379 milliers d'euros pour l'année 2005.
XRT SA a signé avec la Sociéte E-Capital à compter du 1er mars 2004 un contrat de sous-location pour les bureaux d'une surface de 37 m2 occupés par E-Capital dans les locaux du 4ème étage du siège social à la Défense pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction. Le montant des loyers et charges de domiciliation facturés à ce titre par XRT à E-Capital pour l'année 2005 s'est élevé à 32 milliers d'euros.

Transactions avec la société SCI Tour Eve 4. — Pour ses locaux du 4ème étage du siège social à la Défense d'une surface de 1 638 m2, la Société est engagée jusqu'au 30 septembre 2006 dans un contrat de location avec la société de gestion « SCI - Tour Eve 4 » dont Alain Fraiberger, Gérant de « SCI Tour Eve 4 » à la date de signature du bail, est membre du Conseil de Surveillance de XRT. Le montant des loyers, hors charges, a été de 623 milliers d'euros pour l'année 2005.

Transactions avec la société Aldice. — XRT a signé pour l'exercice 2005 une convention d'assistance et de gestion avec la société Aldice, dont Alain Fraiberger, membre du Conseil de Surveillance de XRT, est Administrateur. Le montant des honoraires facturés par Aldice, hors frais, dans le cadre de cette convention est de 160 milliers d'euros pour l'année 2005.

Note 28. – Evènements significatifs survenus depuis la clôture de l'exercice.

En date du 2 janvier 2006, la société Apsara SAS a été absorbée par XRT SA lors d'une opération de transmission universelle de son patrimoine.

Note 29. – Transition aux normes IFRS.

Le groupe a publié le 22 juillet 2005 une note sur la transition aux IFRS disponible sur le site Internet www.xrt.com qui détaille les principaux impacts sur les capitaux propres du groupe au 1er janvier 2004 et au 31 décembre 2004 de la transition aux normes IFRS.

1°) Impact sur les capitaux propres à la date de transition et au 31 décembre 2004. — Les principaux impacts concernent les éléments suivants :
— Les actions détenues en propre par la société ont été reclassées en moins des capitaux propres ;
— Les contrats de couverture de change sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur. La variation de juste valeur est enregistrée en contrepartie des capitaux propres pour la part efficace de la couverture et du résultat pour la part inefficace ;
— Les options de souscription d'actions sont évaluées à leur juste valeur à la date d'attribution. Cette valeur, comptabilisée comme une charge de personnel, est étalée sur toute la durée du plan d'options.
Les effets de la transition aux normes IFRS sur les capitaux propres au 31 décembre 2004 sont résumés dans le tableau ci-dessous :

(En milliers d'euros)	Notes	01/01/2004	Résultat 2004	Autres	31/12/2004
Capitaux propres en normes françaises		18 262	1 096	33	19 391
Instruments financiers	1	-25	-9	-108	-142
Paiement en actions	2		-34		-34
Reclassement des actions détenues en propres	3	-20			-20

Total des ajustements IFRS		-45	- 43	- 108	- 196
Capitaux propres en normes IFRS		18 217	1 053	- 75	19 195

(1) Les contrats de couverture de change sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur. La variation de juste valeur est enregistrée en contrepartie des capitaux propres pour la part efficace de la couverture et du résultat pour la part inefficace.
(2) Les options de souscription d'actions sont évaluées à leur juste valeur à la date d'attribution. Cette valeur, comptabilisée comme une charge de personnel, est étalée sur toute la durée du plan d'options.
(3) Les actions détenues en propre par la société ont été reclassées en moins des capitaux propres.

2°) Impact sur la présentation des bilans à la date de transition et au 31 décembre 2004 :

Bilan consolidé au 1er janvier 2004 (En milliers d'euros)	**Notes**	**Normes françaises**	**Retraitements / reclassements IAS/IFRS**	**Normes IAS / IFRS**
Ecarts d'acquisition		7 674	0	7 674
Frais de recherche et développement		2 933	0	2 933
Immobilisations corporelles	(1)	1 712	52	1 764
Actifs d'impôts différés	(2)		1 475	1 475
Créance de carry-back	(2)		1 346	1 346
Autres actifs non courants	(2)	3 545	-2 821	724
Total actifs non courants		15 864	52	15 916
Stocks		70	0	70
Clients		9 326	0	9 326
Autres actifs courants		1 595	0	1 595
Contrats à terme de devises			0	0
Disponibilités	(3)	5 160	-20	5 140
Total actifs courants		16 151	-20	16 131
Total actif		32 015	33	32 048
Capital émis		13 379	0	13 379
Primes		16 701	0	16 701
Réserves consolidées	(4)	-11 241	-26	-11 267
Résultat part du groupe		-577	0	-577
Actions propres	(3)		-20	-20
Ecarts de change	(4)		26	26
Autres composantes des capitaux propres	(5)		-25	-25
Total capitaux propres		18 262	-45	18 217
Dettes financières à plus d'un an	(1)	221	24	245
Passifs d'impôts différés			0	0
Provisions et autres passifs non courants		1 687	0	1687
Total passif non courants		1 908	24	1 932
Dettes financières à moins d'un an	(1)	295	29	324
Fournisseurs		3 058	0	3 058
Contrats à terme de devises	(5)		25	25
Impôts courants	(6)		179	179
Autres passifs courants	(6)	8 492	-179	8 313
Total passifs courants		11 845	54	11 899
Total passif		32 015	33	32 048

(1) Les principaux impacts sur le bilan d'ouverture proviennent du reclassement :
(2) des actifs d'impôts différés et de la créance de carry-back sur une ligne distincte des actifs non courants
(4) : des écarts de change sur une ligne distincte des capitaux propres
(6) : des impôts courants exigibles sur une ligne distincte des passifs courants de l'imputation en moins des capitaux propres :
(3) des actions détenues en propres comptabilisées en normes françaises en disponibilités
(5) de l'ajustement lié à l'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers de couverture de change de l'activation des contrats de location-financement à l'actif en contrepartie des dettes financières (Note 1)

Bilan consolidé au 31 décembre 2004 (En milliers d'euros)	Notes	Normes françaises	Retraitements / reclassements IAS/IFRS	Normes IAS / IFRS
Ecarts d'acquisition		5 972	0	5 972
Frais de recherche et développement		2 926	0	2 926
Immobilisations corporelles	(1)	1 187	25	1 212
Actifs d'impôts différés	(2)		1 148	1 148
Créance de carry-back	(2)		1 393	1 393
Autres actifs non courants	(2)	3 023	-2 541	482
Total actifs non courants		13 108	25	13 133
Stocks		23	0	23
Clients		9 610	0	9 610
Autres actifs courants		1 542	0	1 542
Disponibilités	(3)	9 274	-20	9 254
Total actifs courants		20 449	-20	20 429
Total actif		33 557	5	33 562
Capital émis		13 379	0	13 379
Primes		16 701	0	16 701
Réserves consolidées	(4)	-11 785	-33	-11 818
Résultat part du groupe	(6) - (7)	1 096	-43	1 053
Actions propres	(3)		-20	-20
Ecarts de change	(4)		33	33
Autres composantes des capitaux propres	(6)		-133	-133
Total capitaux propres		19 391	-196	19 195
Dettes financières à plus d'un an	(1)	129	8	137
Passifs d'impôts différés	(5)		202	202
Provisions et autres passifs non courants		2 006	0	2 006
Total passif non courants		2 135	210	2 345
Dettes financières à moins d'un an	(1)	213	17	230
Fournisseurs		3 020	0	3 020
Contrats à terme de devises	(6)		142	142
Impôts courants	(5)		164	164
Autres passifs courants	(5) - (7)	8 798	-332	8 466
Total passifs courants		12 031	-9	12 022
Total passif		33 557	5	33 562

Les principaux impacts sur le bilan au 31 décembre 2004 proviennent :
(1) du reclassement :
(2) des actifs d'impôts différés et de la créance de carry-back sur une ligne distincte des actifs non courants
(4) des écarts de change sur une ligne distincte des capitaux propres
(5) des impôts différés passifs sur une ligne distincte des passifs non courants et des impôts courants exigibles sur une ligne distincte des passifs courants
(2) de l'imputation en moins des capitaux propres des actions détenues en propres comptabilisées en normes françaises en disponibilités (Note 3)
(3) de l'activation des contrats de location-financement à l'actif en contrepartie des dettes financières (Note 1):
(4) des ajustements sur le résultat net 2004 liés à l'application des normes suivantes :
(6) IAS 39 : Comptabilisation en résultat de la perte de change latente sur la partie non-efficace des contrats à terme (la perte de change latente sur la partie efficace étant passée directement en capitaux propres)
(7) IFRS 2 : Comptabilisation d'une charge de personnel en contrepartie des services rendus par les bénéficiaires des stock-options

3°) Impact sur le compte de résultat 2004 :

Compte de résultat consolidé 2004 (En milliers d'euros)	Notes	Normes françaises	Reclassements / retraitements IAS / IFRS	Normes IFRS
Ventes de licences		11 345	0	11 345
Ventes de maintenance		19 673	0	19 673
Ventes de services		9 182	0	9 182
Chiffre d'affaires		40 200	0	40 200
Coût des licences		577	0	577
Coût du support		3 156	0	3 156
Coût des services		7 401	0	7 401
Coût des ventes		11 134	0	11 134
Marge brute		29 066	0	29 066
Frais de recherche et développement	(1)	9 536	18	9 554
Frais commerciaux et marketing		8 918	0	8 918
Frais généraux et administratifs	(2)	6 502	29	6 531
Charge liée aux tests de dépréciation sur les écarts d'acquisition	(3)		2 130	2 130
Charges d'exploitation		24 956	2 177	27 133
Résultat d'exploitation des activités ordinaires		4 110	- 2 177	1 933
Charges financières	(4)		-70	-70
Produit financier	(4)	166	57	223
Autres produits et charges nets	(1)	-47	18	-29
Résultat avant impôt		4 229	-2 172	2 057
Charge d'impôts sur les résultats		-1 003	0	-1 003
Résultat net des activités ordinaires poursuivies de l'exercice		3 226	- 2 172	1 054
Amortissement des écarts d'acquisition	(3)	-2 130	2 130	0
Résultat net part du groupe		1 096	- 42	1 054

Les principaux impacts sur le compte de résultat proviennent des éléments suivants :
(1) Reclassement en résultat d'exploitation de la part efficace des pertes de changes réalisées sur les contrats d'achats à terme ;
(2) Comptabilisation d'une charge de personnel en contrepartie des services rendus par les bénéficiaires des stock-options ;
(3) Reclassement en charges d'exploitation de l'impact lié aux tests de dépréciation sur les écarts d'acquisition ;
(4) Distinction dans la présentation du résultat financier entre les produits financiers et les charges financières.

2. — Comptes sociaux.

I. — Bilan au 31 décembre 2005.

(En milliers d'euros.)

En milliers d'euros	Notes	Brut 31/12/2005	Amortissements et provisions	Net 31/12/2005	Net 31/12/2004
Immobilisations incorporelles	3.1, 3.2	6 959	-4 367	2 592	2 415
Immobilisations corporelles	3.1, 3.2	1 748	-1 483	265	273
Immobilisations financières	3.1, 3.3, 4	42 347	-31 011	11 336	12 601
Total actif immobilisé		51 054	-36 861	14 193	15 289
Stocks		6		6	10
Clients et comptes rattachés	5, 8	15 283	-701	14 582	5 042
Autres créances	5, 8	2 264	-110	2 154	2 144
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	9	13 869		13 869	6 698
Charges constatées d'avance		310		310	391
Ecarts de conversion actifs		42		42	217
Total actif circulant		31 774	-811	30 963	14 502
Total actif		82 828	-37 672	45 156	29 791
Capital social				13 379	13 379
Primes				6 297	37 884
Réserves				1 338	-30 378
Résultat de l'exercice				3 379	133
Total capitaux propres	6			24 393	21 018
Provisions pour risques et charges	7			965	1 328
Dettes financières	8			3 253	1 376
Dettes fournisseurs	8			2 330	2 371
Dettes fiscales et sociales	8			5 372	3 210
Maintenance facturée d'avance				8 398	
Autres dettes	8			231	286
Produits constatés d'avance				167	198
Ecarts de conversion passifs				47	4
Total dettes				19 798	7 445
Total passif				45 156	29 791

2. — Compte de résultat .

(En milliers d'euros.)

	Notes	31/12/2005	31/12/2004
Ventes de licences		6 011	6 284
Ventes de services		14 310	13 049
Chiffre d'affaires total	15	20 321	19 333
Autres produits		6 385	7 353
Produits d'exploitation		26 707	26 686
Coût des solutions vendues		78	120
Autres achats et charges externes		5 781	5 876
Impôts et taxes		789	678
Charges de personnel	12	12 373	12 139
Autres charges de gestion courante		2 018	1 514

Dotations aux amortissements et aux provisions	3.2, 3.3, 7	1 480	2 264
Charges d'exploitation		22 519	22 591
Résultat d'exploitation		4 187	4 095
Produits financiers		1 344	625
Charges financières		173	428
Dotations nettes aux provisions sur titres et comptes-courants, abandons de créances et malis de liquidation liés aux filiales		1 713	4 248
Résultat financier	10	-542	-4 051
Résultat courant avant impôt		3 645	44
Produits exceptionnels		543	114
Charges exceptionnelles		759	
Résultat exceptionnel	11	-216	114
Impôts sur les bénéfices	14	50	25
Résultat net		3 379	133

3. — Tableau de financement.

(En milliers d'euros.)

	31/12/2005 (12 mois)	31/12/2004 (12 mois)
Trésorerie a l'ouverture	6 698	699
Résultat net	3 379	133
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie	941	0
Amortissements et provisions	1 647	5 745
Résultat de cession ou de liquidation de filiales	0	165
Produits et charges sans flux d'exploitation	2 588	5 910
Stocks	4	-1
Clients, nets des provisions et passifs liés	-149	3 871
Fournisseurs, nets des actifs liés	-138	-106
Autres créances et dettes d'exploitation	668	-1 021
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	385	2 743
Total flux d'exploitation	6 352	8 786
Frais de développement immobilisés	-713	-2 001
Produit des cessions d'actifs	0	0
Dépenses d'investissement	-195	-793
Variation des autres actifs immobilisés	198	0
Acquisition de société nette de la trésorerie	-337	0
Total flux d'investissement	-1 047	-2 794
Variations des emprunts et dettes financières	1 934	283
Variation des découverts bancaires	-68	-276
Total flux de financement	1 866	7
Variation de la trésorerie	7 171	5 999
Trésorerie à la clôture	13 869	6 698

4. — Annexes aux comptes sociaux 2005.

Note 1 : Principes comptables

Les états financiers de la Société ont été établis conformément au Plan Comptable Général de 1999 et aux principes comptables généralement admis en France.

Changement de méthode. — La société applique à compter du 1er janvier 2005 les règlements CRC 2004-06 relatif à la définition, l'évaluation et la comptabilisation des actifs et le règlement CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs.
L'application du règlement sur les actifs (n'a pas eu d'incidence sur le compte de résultat de la société qui appliquait déjà les durées d'utilisation réelles pour l'amortissement de ses immobilisations.

Détermination du chiffre d'affaires. — Les revenus de licences sont enregistrés lorsqu'il existe un accord contractuel, que le logiciel a été expédié, que l'encaissement est probable et que toutes les obligations contractuelles relatives à la licence ont été satisfaites. Les produits relatifs aux services de maintenance sont enregistrés sur la durée du contrat de maintenance (en général douze mois). Les produits des services de conseil et de formation sont enregistrés dès lors que le service est rendu. Ces services concernent essentiellement l'implantation des produits fournis par la Société mais n'incluent généralement pas de modifications spécifiques du code des logiciels.

Disponibilités. — Tous les comptes de liquidités ayant une date de réalisation à l'origine inférieure à 90 jours sont considérés comme de la trésorerie disponible. Les placements financiers à court terme sont évalués à la valeur la plus basse entre le coût d'acquisition et la valeur de marché à la clôture.

Frais de recherche et développement. — Les frais de développement des logiciels sont généralement enregistrés dans les charges de l'exercice. Ils sont immobilisés s'ils sont relatifs à des projets individualisés et présentant de sérieuses chances de réussite technologique et de rentabilité commerciale. Ils sont alors amortis selon un mode linéaire sur leur durée prévisionnelle d'utilité, celle-ci ne dépassant pas généralement 3 ans. Les coûts de développement inscrits à l'actif font l'objet d'un amortissement exceptionnel, comptabilisé en charges de la période, lorsque les bénéfices futurs escomptés ne sont pas suffisants pour couvrir le solde non amorti ou lorsque les conditions d'inscription à l'actif ne sont plus réunies.

Immobilisations corporelles et incorporelles. — Le mobilier, les aménagements et le matériel d'équipement sont évalués à leur coût d'achat diminué des amortissements cumulés.
Les durées d'amortissement sont calculées en fonction de la durée de vie probable de chacune des immobilisations :
— Logiciels acquis : linéaire, 1 à 5 ans ;
— Agencements et installations : linéaire, 1 à 5 ans ;
— Mobilier et matériel de bureau : linéaire, 2 à 5 ans ;
— Matériel informatique : dégressif, 3 ans.

L'évaluation du mali technique est revue au moins annuellement ou dès l'apparition d'indices de réduction de valeur. Sa valeur au bilan est comparée à sa valeur d'usage, celle-ci étant déterminée par la méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF).

Titres de participation et créances rattachées. — Une provision pour dépréciation des titres de participation est constituée lorsque la valeur d'inventaire des titres est supérieure à leur valeur d'utilité, celle-ci étant appréciée en fonction de la quote-part des capitaux propres détenus et des perspectives. Dans le cas où la quote-part des capitaux propres détenus dans une société sous contrôle exclusif est négative, une provision complémentaire sur les créances rattachées peut être constituée en fonction des perspectives de la filiale.

Stocks. — Les stocks sont valorisés au montant le plus bas entre le prix de revient (évalué selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré) et la valeur nette de réalisation.

Indemnités de départ à la retraite. — La Société cotise au système national de retraite et sa seule obligation en matière de retraite est le paiement aux salariés d'une indemnité de départ à la retraite. Le montant de cette indemnité est fonction du salaire et de l'ancienneté de chaque personne. L'évaluation actuelle de cet engagement futur est enregistrée en dette dans les comptes sous la forme d'une provision pour charge d'indemnité de départ à la retraite.

Créances clients. — Les créances clients sont évaluées à leur valeur nominale. XRT détermine et comptabilise une provision pour créances douteuses sur la base d'une analyse statistique complétée par une analyse individuelle des comptes clients.

Créances et dettes en monnaies étrangères. — Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties en euros sur la base du dernier cours de change de l'exercice. Les différences résultant de cette conversion sont inscrites dans les postes « écarts de conversion » au bilan, à l'actif pour les pertes latentes, au passif pour les gains latents.
Les pertes latentes donnent lieu à la constitution de provisions pour risques passées en charges de l'exercice.

Utilisation d'estimations. — La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour l'évaluation de certains actifs et passifs portés au bilan, de produits et de charges comptabilisés et d'engagements mentionnés en annexe. Les résultats définitifs peuvent diverger de ces estimations.

Note 2. – Faits marquants de l'exercice.

Acquisition de la société Coveris et transmission universelle de son patrimoine à XRT SA. — Dans le cadre de sa stratégie visant à couvrir l'intégralité de la chaîne de valeur financière, le groupe XRT a acquis en date du 1er août 2005 la société Coveris, éditeur de logiciels de recouvrement. La solution Coveris vient compléter l'offre XRT existante et enrichir la solution XRT Universe de fonctionnalités de prévention des risques de recouvrement client.
En date du 30 décembre 2005, la société Coveris a été absorbée par XRT SA lors d'une opération de transmission universelle de son patrimoine.

Intégration fiscale avec la société Apsara. — Au 1er janvier 2005, la société Apsara, filiale à 100 % de la société XRT, est intégrée fiscalement à XRT SA .

Note 3. – Actif immobilisé.

3.1. Variation des immobilisations brutes :

(En milliers d'euros)	Valeur brute à l'ouverture	Acquisitions de l'exercice	Cessions de l'exercice	Augmentations liées à Coveris	Valeur brute à la clôture
Immobilisations incorporelles :					

Logiciels acquis	2 293	31			2 324
Mali technique	0			562	562
Frais de recherche et développement	6 647	713	3 287		4 073
Total	8 940	744	3 287	562	6 959
Immobilisations corporelles :					
Matériel de bureau et informatique	1 065	162	39	37	1 225
Matériel de transport	7		1		6
Installation et agencements	515	2			517
Total	1 587	164	40	37	1 748
Immobilisations financières :					
Participations	42 033	374	350		42 057
Autres immobilisations financières	512	9	231		290
Total	42 545	383	581	0	42 347
Total des valeurs brutes	53 072	1 291	3 908	599	51 054

3.2. Variation des amortissements :

(En milliers d'euros)	Amortissements à l'ouverture	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Augmentations liées à Coveris	Amortissements à la clôture
Immobilisations incorporelles :					
Logiciels acquis	2 224	47			2 271
Frais de recherche et développement	4 301	1 082	3 287		2 096
Total	6 525	1 129	3 287		4 367
Immobilisations corporelles :					
Matériel de bureau et informatique	976	86	39	31	1 054
Matériel de transport	7		1		6
Installation et agencements	331	92			423
Total	1 314	178	39	31	1 483
Total des amortissements	7 839	1 307	3 326	31	5 850

3.3. Variation des provisions sur actif immobilisé :

(En milliers d'euros)	Montant au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de provisions utilisées	Montant à la clôture de l'exercice
Provisions pour dépréciation sur titres de participation	29 944	1 318	251	31 011

Note 4. – Tableaux des filiales et participations.

(En milliers d'euros.)

Filiales et participations	Capital	Réserves et report à nouveau	Résultat net exercice 2005	Situation nette au 31/12/2005	Quote-part du capital	CA HT du dernier exercice
XRT NV	1 755	443	537	2 735	99,99%	5 955
XRT Espagne s.a.	240	542	740	1 522	99,99%	5 961

Cerg finance Portugal s.a .	50	-11	-5	34	99,17%	881
XRT Deutschland GmbH	128		140	268	100%	2 996
XRT Italia Srl	90	53	-103	40	100%	306
Apsara SAS	183	175	-120	238	100%	3 113
XRT Inc	4 020	-4 867	1 060	213	100%	4 292
XRT Brasil lTDA	328	-28	101	401	100%	1 580
XRT-Cerg SA de CV (Mexique)	267	-1 270	1 003	0	100%	4

Au 31 décembre 2005, XRT SA a procédé à une évaluation de la valeur d'utilité des titres de participation. La valeur d'utilité retenue, selon les caractéristiques et les perspectives des filiales, correspond à la valeur la plus élevée entre la situation nette sociale de la filiale et la valeur actuelle des flux de trésorerie attendus. Une provision est constituée dès lors que la valeur d'inventaire des titres de participation excède leur valeur d'utilité. Cette provision impacte le résultat financier de l'exercice. Au titre de l'exercice 2005, XRT SA a doté une provision de 1 318 milliers d'euros, dont 1 062 milliers d'euros sur les titres de participation XRT NV.
Au 31 décembre 2005, les provisions sur titres de participation et créances rattachées (avances en compte-courant et créances clients) s'analysent comme suit :

Filiales et participations En milliers d'euros	Valeur brute des titres au 31/12/2005	Créances rattachées au 31/12/2005	Provision sur titres au 31/12/2005	Valeur nette des titres au 31/12/2005	Valeur nette des créances rattachées au 31/12/2005
XRT NV	9 914		2 393	7 521	
XRT Espagne S.A.	961			961	
Cerg finance Portugal SA	324	175	290	34	175
XRT Deutschland GmbH	667	485		667	485
XRT Italia SRL	100	66	60	40	66
Apsara SAS	823	133	693	130	133
XRT Inc	27 371		26 081	1 290	
XRT Brasil LTDA	1 216	161	815	401	161
XRT-CERG SA de CV (Mexique)	679		679	0	
Titres de participation groupe	42 055	1 020	31 011	11 044	1 020

Note 5. – Provisions sur actif circulant.

(En milliers d'euros.)

	Montant au début De l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de provisions utilisées	Augmentations liées à Coveris	Montant à la clôture de l'exercice
Provisions pour dépréciation					
Sur comptes clients	1 010		364	55	701
Sur autres créances	1 473		1 363		110
Total des provisions sur actifs circulant	483		1 727	55	811

Note 6. – Capitaux propres.

(En milliers d'euros)	Capital social	Primes	Réserves et report à nouveau	Résultat	Total des capitaux propres
Au 31 décembre 2003	13 379	37 884	-28 800	-1 578	20 885
Affectation résultat 2003			-1 578	1 578	
Résultat de l'exercice				133	133
Au 31 décembre 2004	13 379	37 884	-30 378	133	21 018
Affectation résultat 2004		-31 587	31 720	-133	
Transfert taxe sur réserve spéciale + value long terme			-4		-4
Résultat de l'exercice				3 379	3 379
Au 31 décembre 2005	13 379	6 297	1338	3 379	24 393

Le capital de la société se compose de 33 448 600 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,40 euro. Un droit de vote double est garanti à toutes les actions nominatives détenues depuis plus de deux ans par le même actionnaire.

XRT détient, au 31 décembre 2005, 488 780 de ses propres actions achetées à un cours moyen de 1,37 euro. Le montant inscrit en compte au 31 décembre 2005 des actions auto-détenues par XRT SA s'élève à 669 milliers d'euros.

Actions à bons de souscription d'actions (ABSA). — Lors de l'émission réservée à la société E-Capital en date du 27 décembre 2002, 3 125 000 actions à bons de souscription d'actions ont été émises. A chaque action nouvelle est attaché un bon, cinq bons conférant le droit de souscrire à 6 actions XRT de 0,40 euro de valeur nominale moyennant un prix de 0,55 euro. Les bons de souscription ne seront exerçables que pendant le délai de deux ans à compter de l'expiration de la troisième année suivant leur émission, soit du 26 décembre 2005 au 26 décembre 2007, ou, le cas échéant à compter de la survenance d'une offre publique ou d'une cession de bloc majoritaire. Les bons de souscription d'actions détenus par la société E-Capital ont fait l'objet en date du 22 décembre 2004 d'un contrat d'achat à terme par la société Aldice SA avec effet au 26 décembre 2005 ou à toute autre date ultérieure décidée d'un commun accord entre les parties (sauf dans l'hypothèse d'une offre publique ou d'une cession de bloc majoritaire avant le 26 décembre 2005 auquel cas la cession pourra porter sur les actions XRT résultant de l'exercice des bons).
Les bons de souscription d'actions détenus par E-Capital ont été transférés à la société Aldice SA en date du 14 mars 2006.

Note 7. – Provisions pour risques et charges.

(En milliers d'euros)	Montant au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de provisions utilisées	Reprises de provisions non utilisées	Montant à la clôture de l'exercice
Amortissements dérogatoires	8	2	2		8
Provisions pour pertes de change	217	42	217		42
Provision pour restructuration	487	8	114	163	218
Provision pour litiges sociaux	163	242	82	25	298
Provisions pour autres litiges	242	30	11		261
Provisions pour indemnité de départ à la retraite	47	91			138
Autres provisions pour risques et charges	164		164		0
Total provisions pour risques et charges	1 328	415	590	188	965

La provision pour indemnité de départ à la retraite est calculée sur l'ensemble des salariés de XRT SA en appliquant un taux de revalorisation des salaires de 1,84% et un taux d'actualisation de 3,95%. La société comptabilise directement en compte de résultat les écarts liés au changement d'hypothèses actuarielles. L'évolution de la provision pour indemnités de départ à la retraite s'explique par le changement des hypothèses actuarielles prises entre les années 2004 et 2005 et la mise à jour des tables de mortalité et de turn-over du groupe.

Note 8.— Etat des échéances des créances et des dettes.

(En milliers d'euros)	Montant Brut	Échéances à un an au plus	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Autres immobilisations financières	290		290

Total	290		290
Créances de l'actif circulant			
Clients douteux	280	280	
Autres créances clients	15 002	15 002	
Personnel et comptes rattachés	44	44	
Etat et autres collectivités publiques	1 873	1 873	
Groupe et associés	116	116	
Autres créances	231	231	
Total	17 546	17 546	
Total des créances	17 836	17 546	290

Les créances vis-à-vis de l'Etat intègrent un montant de 1 442 milliers d'euros correspondant à une créance de report en arrière des déficits.

(En milliers d'euros)	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus
Emprunts et dettes financières divers	3 253	3 253	
Dettes fournisseurs	2 330	2 330	
Dettes fiscales et sociales	5 372	5 372	
Autres dettes	231	231	
Ecarts de conversion passifs	47	47	
Maintenance facturée d'avance	8 398	8 398	
Produits constatés d'avance	167	167	
Total des dettes	19 798	19 798	

Note 9. – Disponibilités et valeurs mobilières de placement.

Les disponibilités s'analysent comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2005	31/12/2004
Valeurs mobilières de placement	13 391	6 326
Comptes courants et caisse	478	372
Total disponibilités et valeurs mobilières de placement	13 869	6 698

Note 10. – Résultat financier.

(En milliers d'euros)	31/12/2005 (12 mois)	31/12/2004 (12 mois)
Produits des participations	736	185
Intérêts et produits financiers sur placements	257	155
Reprises de provisions sur pertes de change et autres reprises	217	241
Gains de change	134	44
Total produits financiers	1 344	625
Dotations aux provisions pour pertes de change	42	217
Charges d'intérêts	0	27
Pertes de change	129	181
Autres charges financières	3	3
Total charges financières	174	428
Provisions nettes de reprises sur titres de participation	1 067	3 806
Provisions nettes de reprises sur créances et comptes clients liées à des participations	-836	279
Abandon de créances et pertes sur créances liées à des participations	1 482	

Mali de liquidation		163
Dotations nettes aux provisions sur titres et comptes-courants, abandons de créances et malis de liquidation liés aux filiales	1 713	4 248
Résultat financier	-542	-4 051

Note 11. – Résultat exceptionnel.

En milliers d'euros	31/12/2005 (12 mois)	31/12/2004 (12 mois)
Produits de cession des immobilisations corporelles	5	
Autres produits	13	1
Reprises sur provisions pour amortissements dérogatoires	8	113
Reprise sur provision Crédit Impôt recherche	480	
Autres reprises de provision	37	
Total produits exceptionnels	543	114
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	12	
Autres charges	49	
Dotation aux amortissements exceptionnels	210	
Charge nette liée au Crédit d'Impôt Recherche des exercices antérieurs	480	
Dotations amortissements dérogatoires	8	
Total charges exceptionnelles	759	
Résultat exceptionnel	-216	114

Note 12. – Personnel.

L'effectif moyen salarié est passé de 192 personnes en 2004 à 184 personnes en 2005. Le total des coûts salariaux de l'exercice 2005 s'est élevé à 12 373 milliers d'euros.
Au 31 décembre 2005, l'effectif est de 190 personnes dont 147 ingénieurs et cadres et 43 employés.
Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005 :
— Montant global des jetons de présence versés aux Mandataires sociaux : 10 milliers d'euros ;
— Montant global des rémunérations brutes de toutes natures versées aux membres du conseil de surveillance et du directoire sur la période du 1er janvier 2005 au 31 décembre 2005 : 266 milliers euros ;
Montant des engagements en matière de pensions et d'indemnités assimilées dont bénéficient les membres actifs ou les anciens membres du conseil de surveillance et du directoire au 31 décembre 2005: 16 milliers d'euros.

Médaille du travail : D'après la convention collective Syntec, la société XRT SA n'est pas tenue de verser une gratification au titre de la médaille du travail.

Note 13. – Engagements hors bilan.

Achats de devises à terme.— La Société est engagée pour l'année 2006 dans des contrats d'achat de devises à terme à hauteur de 1 029 milliers d'USD pour couvrir ses opérations futures.

Engagements de loyers :

(En milliers d'euros)	Total	Paiements dus par période		
		< 1 an	Entre 1 et 5 ans	> 5 ans
Engagements de loyers (bureaux)	1 005	978	27	
Autres engagements de loyers (voitures, copieurs)	123	47	76	
Total au 31 décembre 2005	1 128	1 025	103	

Engagements de crédit-bail :

(En milliers d'euros)	Valeur d'origine	Dotations théoriques aux amortissements		Valeur nette
		de l'exercice	cumulées	

Mobilier de bureau	43	9	17	26
Matériel informatique	393	146	306	87
Total	436	155	323	113

En milliers d'euros	Redevances de l'exercice	Redevances restant à payer			Valeur résiduelle
		A moins d'un an	De 1 à 5 ans	Total	
Mobilier de bureau	42	15	1	16	
Matériel informatique	173	110	42	152	1
Total	215	125	43	168	1

Droit individuel à la formation. — Conformément aux dispositions de la loi n°2004-391 du 4 mai 2004, relative à la formation professionnelle, XRT SA accorde à ses salariés un droit individuel à la formation d'une durée de vingt heures par année civile cumulable sur une durée maximale de six ans. Au terme de ce délai et à défaut de son utilisation, l'ensemble des droits restera plafonné à 120 heures. Au 31 décembre 2005, le montant des droits acquis par les salariés de la société s'élève à 5 928 heures.

Litiges et actions en justice. — La société est engagée dans un certain nombre d'actions en justice qui résultent de la conduite normale de ses affaires. La société considère que ces litiges ne devraient donc pas avoir d'impact négatif significatif sur sa situation financière bien qu'il ne soit toutefois pas possible de donner une quelconque assurance sur le dénouement final de ces litiges.

Note 14. – Impôts sur les sociétés.

Au titre de l'exercice 2005, le groupe fiscal constitué de XRT SA et APSARA SA n'est pas redevable de l'impôt sur les sociétés.
La charge d'impôt de l'exercice est constituée de pertes liées aux retenues à la source non imputées.

Les déficits reportables au 31 décembre 2005 pour le groupe fiscal constitué de XRT SA et Apsara SAS s'élèvent à 402 milliers d'euros en base.

Note 15. – Analyse du chiffre d'affaires.

Répartition du chiffre d'affaires par activité :

(En milliers d'euros)	2005	% CA	2004	% CA	Variation
Licences	6 011	29,5%	6 284	32,5%	-4,4%
Maintenance	10 417	51,3%	9 960	51,5%	+4,6%
Services	3 893	19,2%	3 089	16,0%	+26,0%
Chiffre d'affaires total	20 321	100,0%	19 333	100,0%	+5,1%

Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique :

(En milliers d'euros)	2005	% CA	2004	% CA	Variation
France	18 671	91,9%	17 832	92,2%	+4,7%
International	1 650	8,1%	1 501	7,8%	+9,9%
Chiffre d'affaires total	20 321	100,0%	19 333	100,0%	+5,1%

Note 16. – Eléments concernant les entreprises liées.

(En milliers d'euros)

Montant brut	31/12/2005	31/12/2004
Participations	42 057	42 033
Créances clients et comptes rattachés	904	1 051
Autres créances	116	690
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-346	-100
Dettes financières	-3 251	-1 306
Dotation aux provisions pour risques de change		-213

Dotations nettes aux provisions sur titres et comptes-courants, abandons de créances et malis de liquidation liés aux filiales	-1 713	-3 866
Pertes de change	-63	-126
Produit des dividendes	736	185
Gains de change	103	17

Note 17. – Evénements significatifs survenus depuis la clôture de l'exercice.

En date du 2 janvier 2006, la société Apsara SAS a été absorbée par XRT SA lors d'une opération de transmission universelle de son patrimoine.

Note 18.— Identification de la société consolidante.

La société XRT SA émet des comptes consolidés.

0603696